

Rémy LEVEAU

11 septembre : le monde arabe à la croisée des chemins

Les attentats terroristes du 11 septembre à New York et Washington placent le monde arabe dans une situation nouvelle. Le « pacte de stabilité » régional, mis en place par les accords de Camp David (1979), n'est plus guère adapté à une région où le fossé entre les élites et la population semble s'être creusé de manière irréversible. Les États-Unis, alliés d'Israël et de l'Arabie Saoudite, et menacés directement par une mouvance terroriste issue du wahhabisme saoudien, doivent aujourd'hui redéfinir leur politique dans la région. Peut-être auraient-ils intérêt, pour y promouvoir une meilleure répartition de la rente pétrolière et un début d'ouverture démocratique, à se joindre à d'autres acteurs, tels que l'Europe, l'ONU, voire même la Russie, pour aboutir à un nouveau « pacte de stabilité » associant les intérêts des peuples à ceux des dirigeants.

Politique étrangère

La place du « monde arabe » dans la crise est à bien des égards particulière. Cette région subit l'onde de choc des attentats plus directement que d'autres, du fait de l'origine des kamikazes et de l'organisation instigatrice Al-Qaida, fondée par un notable saoudien.

L'événement remet en question de multiples équilibres internes et externes dans la mesure où l'analyse des faits, des réseaux et des complicités place cette région à l'épicentre de la tourmente. Elle est touchée au niveau de ses élites, qui sont associées dans leur raison d'être la plus profonde au système américain mais ne supportent plus ce type de sujétion et complotent contre leur protecteur avec le sentiment profond qu'il les abandonne tout en restant hors d'atteinte. Au sein des masses, et dans de larges secteurs de la classe moyenne, une certaine condamnation des attentats peut s'exprimer *a minima*, mais la

riposte américaine en Afghanistan apparaît tardive, démesurée et illégitime. Les manifestations resteront le plus souvent interdites, et les élites civiles et militaires seront freinées dans leur désir de marquer leur solidarité avec les Américains. Elles se borneront à des gestes de connivence à condition qu'ils restent secrets. Mais au moindre débordement des représailles contre l'Irak – ou si Israël mettait à profit la situation pour accroître sa pression de façon intolérable sur les Palestiniens –, le fragile soutien volerait en éclats et se transformerait en hostilité ouverte. On a pu constater dans le passé des réactions émotionnelles aussi contradictoires lors de la phase active de la guerre du Golfe. Elles se manifestent aujourd'hui avec plus de violence, et leur champ de mobilisation dépasse largement le « monde arabe » pour resituer celui-ci dans un cadre élargi qui contribue à sa déstabilisation.

Cette attitude conduit à se poser des questions sur la solidité des équilibres internes des États et sur la viabilité d'un système régional mis en place après les accords de Camp David, en 1979. Ces accords ont rendu la guerre impossible du fait du retrait de l'Égypte et prévu en compensation l'attribution de rentes stratégiques importantes qui consolidaient des élites autoritaires et leur évitaient le recours à des réformes traumatisantes. *Grosso modo*, ce « pacte de stabilité » s'est étendu de l'Égypte à tous les acteurs qui renonçaient à l'usage de la force pour modifier le statu quo. L'Irak a été sanctionné en 1991 parce qu'il transgressait cette règle. Les Palestiniens et les Jordaniens s'y sont ralliés en 1993-1994, lors des accords d'Oslo et de Washington. La Syrie aurait conclu un pacte semblable à Genève en janvier 2000 si un accord avait été trouvé sur le partage des eaux du lac de Tibériade. Globalement, le système a pu fonctionner à l'échelle régionale grâce à un engagement américain croissant qui n'était pas toujours du côté d'Israël et qui répondait largement à une demande de reconnaissance des élites arabes.

En contrepartie, la stabilité sur le plan interne a vite tourné à la stagnation, au gel des rapports sociaux et au blocage des perspectives de mobilité pour les nouvelles classes moyennes, créées par l'urbanisation et l'extension de l'enseignement universitaire dans les pays où la transition démographique est à peine amorcée. Aux courants mobilisateurs du nationalisme arabe, dont la principale raison d'être a dis-

paru avec la guerre impossible avec Israël, se sont substitués, d'un côté, les appétits de consommation activés par les politiques d'ouverture économique qui ne bénéficient qu'aux élites, et, de l'autre, une quête d'authenticité alimentée par le recours à un discours religieux de contrôle social, destiné avant tout aux nouvelles classes moyennes. La stabilité régionale a été maintenue grâce à la rente pétrolière et aux rentes stratégiques. Les flux migratoires vers le Golfe et la péninsule Arabique ont permis de compenser au niveau individuel les frustrations dues au manque persistant de ressources productives et à l'effondrement des capacités de mobilisation sociale, notamment en Égypte.

Mais la fin des conflits régionaux laisse temporairement sur le bord du chemin tous ceux qui, comme les Libanais ou les Palestiniens, n'entrent pas dans le nouveau schéma. La guerre du Golfe et le retrait quasi total de l'Union soviétique permettent les accords de Taëf et les négociations d'Oslo, mais ils vont tarir les flux migratoires vers un Irak appauvri et vers des monarchies pétrolières apeurées qui préfèrent se tourner vers la main-d'œuvre asiatique. Ces bouleversements vont accroître les pressions internes et alimenter des courants d'opposition islamistes qui apparaîtront bientôt comme la seule mise en cause légitime de classes dirigeantes corrompues et d'un système régional ressenti comme profondément injuste.

Après la guerre du Golfe, loin de voir le modèle de la révolution iranienne s'étendre au monde arabe, on assiste à un durcissement de la capacité répressive d'États qui disposent de ressources et d'appuis extérieurs pour maintenir leur cohésion. Face à cette réaction des États, la plupart des mouvements islamistes adaptent leurs stratégies et souvent se divisent. Une part importante cherche à rejoindre le courant dominant et accepte de légitimer les compromis autoritaires en contrepartie de quelques concessions. On peut ainsi situer sommairement l'évolution du Front islamique de salut (FIS) algérien, des Frères musulmans égyptiens, du Hamas palestinien et du Refah turc. Le sentiment que la conquête solitaire du pouvoir est impossible, l'espoir d'une participation minimale à la redistribution des rentes diverses et, pour certains, le sentiment d'un combat vain après le ralliement de l'OLP au schéma de Camp David en 1993 peuvent justifier un retrait de la confrontation. Ces mouvements ont été cassés dans leur majo-

rité par une répression féroce des États, dont l'exemple symbolique reste l'écrasement de la révolte des Frères musulmans à Hama par le régime syrien en 1982 (plus de 10 000 morts). Mais les lenteurs et les ratés du processus de paix israélo-palestinien déprécient cette idée d'acceptation d'un compromis possible. Et devant l'échec de Saddam Hussein et d'Arafat, une frange marginale va passer à la violence suicidaire, sur un modèle proche de l'exemple iranien.

La première conséquence des actes terroristes du 11 septembre est donc une remise en cause du pacte de stabilité régional qui durait depuis une vingtaine d'années. S'appuyant sur le recours à des élites autoritaires, il n'avait guère porté attention à la transformation des sociétés. L'espace du conflit s'était restreint. D'israélo-arabe, il était devenu israélo-palestinien et tolérait de moins en moins les interventions extérieures, à l'exception de celles que consolidaient politiquement ou financièrement ce schéma de paix inégale, notamment l'aide européenne à l'Autorité palestinienne. D'un seul coup, l'espace change, s'étend à l'Afghanistan, au Pakistan et à l'Iran. La péninsule Arabique est replacée au cœur du débat du fait des liens de ses élites avec Ben Laden. L'Irak apparaît comme un objectif contesté des ripostes. La Turquie se place comme allié périphérique sûr et indispensable. Ainsi, le conflit israélo-palestinien proprement dit est marginalisé du fait des risques qu'il fait courir à l'organisation d'une coalition incluant les pays arabes. Il en est un peu de même du Maghreb pour d'autres raisons. Avec de larges différences, la configuration de la crise rappelle les discussions et les conflits autour du pacte de Bagdad (1956), avec cette différence fondamentale introduite par le soutien de la Russie et la bienveillance de la Chine à l'égard de la riposte américaine.

Ce cadre spatial bouleversé peut avoir aussi certaines conséquences sur les pays soumis à des tensions du fait de la crise. À court terme, dans le monde arabe, le passage au terrorisme peut s'analyser comme une conséquence de l'échec de l'islam politique à prendre le contrôle des États pour réaliser son projet de transformation des sociétés. Faute de pouvoir déstabiliser des États massifs comme l'Égypte, ces mouvements tentent une action ciblée sur les monarchies pétrolières. La structure étatique y est plus faible et les réseaux familiaux qui contrôlent la rente moins légitimes que les héritiers des régimes nas-

sériens ou baasistes. Ils vivent sous la protection mal supportée de la présence militaire américaine. Après la guerre du Golfe, cette dernière constitue plus une contribution décisive à la stabilité interne de ces régimes qu'une protection contre une menace extérieure devenue inexistante. Les attaques terroristes contre New York et Washington peuvent donc aussi se situer dans le prolongement des attaques précédentes contre les ambassades américaines, la base de Dahrân en 1998 et le destroyer *Cole* en décembre 2000. En portant la violence au cœur de l'Amérique, les terroristes signifient que le prix à payer pour rester présent dans la péninsule et maintenir en place une classe dirigeante assez peu consciente des enjeux sera disproportionnellement élevé.

À cela s'ajoute le paradoxe d'une situation provenant du fait qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre la vision doctrinale wahhabite des rapports entre la religion et l'État, et celle du mouvement dirigé par Ben Laden. Il en est résulté pendant longtemps une familiarité structurelle avec la haute bourgeoisie d'affaires et même certains membres de la famille royale saoudienne pas trop éloignés des premiers cercles du pouvoir. La contestation porte plus sur les choix des dirigeants, et elle se déroule sous la forme classique de l'alternance entre les conseils de réforme administrés avec vigueur et les tentatives de déstabilisation. La critique de Ben Laden au régime saoudien sera ciblée sur sa complaisance à l'égard des Américains et sur son adhésion implicite et fondamentale au pacte de stabilité régional de Camp David, renforcé par la présence américaine dans la péninsule après la guerre du Golfe. La contestation théologique portera aussi sur le caractère particulier d'un territoire consacré par la présence des deux lieux saints de l'islam. Ce soutien aux élites en place, assuré par la protection américaine, va bien au-delà d'une simple garantie contre les agressions externes et constitue un élément essentiel de la stabilité interne du régime.

Le problème est donc de savoir si les Américains accepteront de payer le prix du maintien de leur présence régionale. On peut penser qu'ils seront contraints de le faire, à la fois pour ne pas perdre leur emprise à long terme sur la production pétrolière et pour ne pas compromettre leur garantie à la sécurité d'Israël. Mais l'on peut s'interroger sur le point de savoir si cela passe toujours par un engagement aussi exclu-

sif et par un appui sans réserve aux élites autoritaires civiles et militaires en place depuis Camp David (1979).

On peut faire l'hypothèse que les États-Unis vont s'interroger sur le coût de ces soutiens. Sans les remettre fondamentalement en cause, ils peuvent être amenés à penser qu'une plus grande attention aux équilibres internes des sociétés de la région et aux intérêts collectifs permettant de construire un véritable pluralisme ouvrant la voie à des évolutions démocratiques aurait moins favorisé le développement de l'islamisme radical dans la région. Ces choix qui semblent s'esquisser pour la reconstruction politique (post-Talibans) d'une monarchie afghane rénovée, sous protection internationale, pourraient fournir une sorte de matrice influençant la recomposition de l'espace politique régional sur une base pluraliste qui inclurait des islamistes acceptant les nouvelles règles du jeu.

Il est probable que les États-Unis ne souhaitent plus être seuls à porter le poids de telles entreprises. La réintégration de la Russie (et de la Chine) dans un jeu régional modifié peut aussi faire songer à un nouvel engagement de l'Europe qui dépasserait le simple domaine financier. L'instrument de ce changement pourrait se trouver sous la forme d'une articulation complémentaire entre le partenariat méditerranéen de l'OTAN, qui s'étend aujourd'hui à la plupart des pays du Maghreb et du Moyen-Orient, et le processus de Barcelone. Une stabilisation de la région qui prendrait en compte les demandes de changement des sociétés et ne se limiterait pas seulement à des garanties assurées aux élites autoritaires ouvrirait aussi un espace de solidarité avec Israël, une fois ses rapports apaisés avec un futur État palestinien.

De telles perspectives requièrent des formes d'engagement complémentaires des États-Unis et de l'Europe. Les transferts opérés ne devraient pas diminuer mais leur répartition s'effectuer de façon plus équitable, avec le souci de développer de rentables activités de production. Pour permettre à la région une certaine forme de respiration au niveau des sociétés, l'Europe devra aussi desserrer les contraintes sur les mouvements de personnes qu'elle a instituées depuis le début des années 1990. La stabilisation d'un espace élargi remet en question le caractère absolu de la souveraineté des États de la région. Elle implique des formes de protection des minorités et des groupes sociaux qui ne peuvent plus être crédibles au niveau des États. Les

transferts financiers et la reprise des mouvements de personnes devraient faire accepter les modalités d'une ingérence pratiquée avec souplesse dans un cadre régional variable.

Il n'est pas certain que ces ouvertures suppriment toute violence. Mais elles pourraient constituer un espace collectif de gestion des biens communs dont feraient partie certaines formes d'ordre social au niveau régional. La gestion de la contrainte à l'égard de ceux qui se placent en dehors en deviendrait légitime, alors qu'il semble difficile de trouver des modalités acceptables de réplique au terrorisme.

Nouvelle césure dans le temps, comparable à 1979, année de référence de la période précédente, à la fin de la Seconde Guerre mondiale ou à la période plus lointaine mais très présente des accords Sykes-Picot et de la déclaration Balfour, la crise du 11 septembre 2001 devrait aussi entraîner la recomposition d'un espace politique étendu largement au-delà du monde arabe. Peut-on faire l'hypothèse que sa stabilisation reposera sur une modification des équilibres internes, une meilleure répartition des rentes et des ressources, et la gestion de diverses formes de pluralisme préparant des ouvertures démocratiques ? Les États-Unis ne peuvent rester seuls à assumer le poids financier et les risques politiques de cette stabilisation. Une articulation souple à géométrie variable, déjà à l'œuvre dans les Balkans entre l'ONU, l'OTAN et l'Union européenne, pourrait fournir les moyens et les instruments nécessaires à la sortie des conflits et à la reconstruction d'un nouvel ordre régional.